Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Voix Ouvrière

ORGANE DE L'UNION COMMUNISTE (4e INTERNATIONALE)

Hebdomadaire : Parait le mercredi **N° 17 - NOUVELLE SERIE - 3e ANNEE** **20 MARS 1968** **PRIX : 1 F**

La laïcité :

ARME POLITIQUE DE L'OPPOSITON OU DU GOUVERNEMENT ?

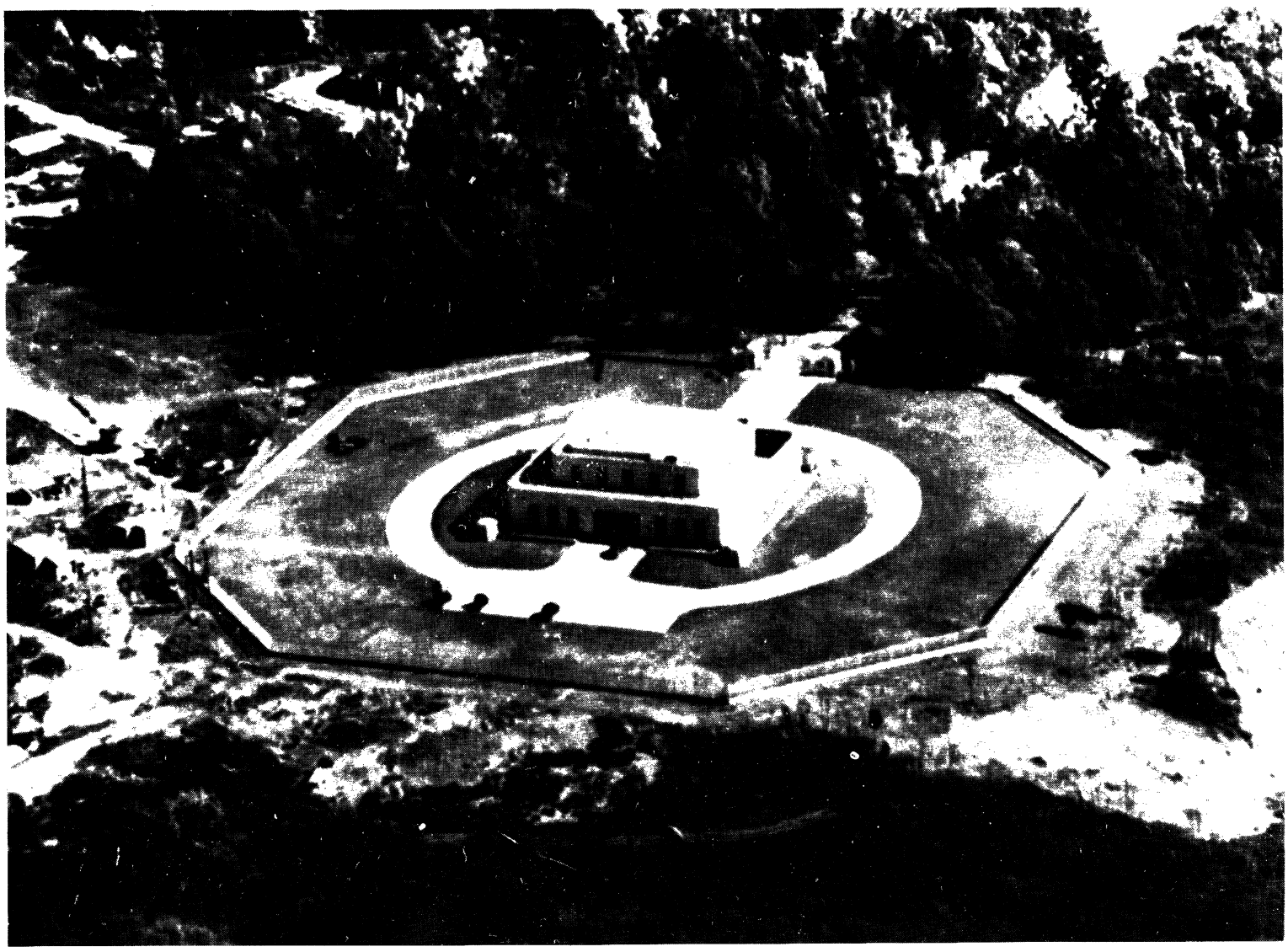
(Voir page 6)

Crise du dollar Crise du capitalisme

LA hausse brutale du prix de l'or, liée à la crise du dollar, fut sans conteste l'événement marquant de ces derniers jours. Et si la presse française a initialement considéré cette nouvelle « ruée vers l'or » avec un certain détachement, — titrant, comme « France-Soir » du 15 mars, par exemple : « Dollar et livre de plus en plus menacés ! » — elle a rapidement adopté un ton plus inquiet, pour s'interroger sur les éventuelles conséquences de celle-ci sur l'économie française. C'est que malgré le discours de de Gaulle sur la nécessité d'un retour à l'étalon or, il n'y a pas de quoi, pour la bourgeoisie française, crier victoire. Car chacun sait que si la crise du dollar devait se prolonger, elle ne pourrait pas se limiter aux Etats-Unis, et que, malgré « l'indépendance retrouvée », l'économie française ne serait pas la dernière à en souffrir.

Chacun connait aussi la raison de la crise : l'inflation sans cesse grandissante qu'entraine la guerre du Vietnam. Non pas que l'inflation soit un caractère spécifique de l'économie américaine. C'est même au contraire la règle dans les économies capitalistes. Mais ce qui est particulier, et qui fait la gravité de cette crise, c'est le rôle que joue, dans l'économie et le commerce mondial, le dollar, seule monnaie utilisée à parité avec l'or dans les échanges internationaux.

(Suite page 4)



Fort-Knox : Bastion construit pour défendre les réserves d'or américaines. (Photo U.P.I.)

LE SORT DU VIETNAM DEPEND-IL DES ELECTIONS AMERICAINES ?...

Le programme de la gauche

On demande les voix des travailleurs, mais on ne leur promet rien

(Voir page 6)

LA campagne pour les élections présidentielles américaines, dont le coup d'envoi a été donné la semaine dernière au New Hampshire, va désormais retenir pendant des mois l'attention du monde.

Pas seulement parce que la popularité de Johnson étant sujette à caution, le match politique de l'année laisse toutes leurs chances aux outsiders. De ce point de vue, les élections primaires du New Hampshire, en donnant 40 % des voix démocrates à un candidat à qui on n'accordait au départ aucune chance sérieuse, ont donné dès le début le ton qui convenait à l'affaire.

(Suite page 5)

EN 1968 COMME EN 1956, LES ETUDIANTS POLONAIS LUTTENT POUR LEUR LIBERTE

(Voir page 2)

EN 1968 COMME EN 1956
Les Etudiants Polonais luttent pour leur liberté

DEPUIS dix jours, les étudiants polonais se battent. De Varsovie à Poznan, en passant par Cracovie, de violents heurts les opposent à la police. On parle de centaines d'arrestations, de dizaines de blessés graves durant ces manifestations ; le bruit court même qu'un étudiant aurait été tué au cours des affrontements à Varsovie.

Meeting dans les usines, où l'on tente de dresser les ouvriers contre les étudiants. (Photo U.P.I.)

Déclenchée par l'interdiction d'une pièce de Mickiewicz, dont les passages anti-russes avaient provoqué un vif succès dans le théâtre où elle fut jouée, l'agitation estusiantine a débordé ses buts initiaux.

Manifestement, les étudiants sont décidés à ne pas se laisser réduire au silence. Tout aussi manifestement, le gouvernement a décidé de les briser.

Si, pour l'heure, les événements prennent l'allure d'un duel entre étudiants et gouvernement, si, en cela, mars 1968 se distingue d'octobre 1956, les deux périodes ne sont pas sans analogie et, surtout, les raisons de ce qui se passe aujourd'hui procèdent de la révolution avortée de 1956.

En 1956, sous les mots d'ordre de liberté ,de démocratie, d'indépendance vis-à-vis de l'U.R.S.S., les masses populaires, travailleuses et estudiantines, connurent un début de mobilisation. Gomulka, auréolé de son passé d'opposant et de victime d'un régime haï et imposé par la bureaucratie russe, s'est trouvé porté à l'avant-scène des événements comme le symbole d'une politique plus libérale et plus indépendante. Jouant la menace d'une révolution populaire contre le Kremlin, et la menace d'une intervention russe contre les masses, la fraction Gomulka réussit à éliminer des sphères dirigeantes les hommes les plus notoirement à la dévotion de la bureaucratie soviétique, en particulier, le maréchal Rokossowsky.

Malgré un plus grand radicalisme verbal, malgré le désir « d'associer » les conseils ouvriers naissants au nouveau régime, même les éléments les plus avancés de la « gauche révolutionnaire » emboîtèrent finalement le pas à Gomulka. Réduits à la fausse alternative entre celui-ci et Rokossowsky, les masses se démobilisèrent sans s'être véritablement mobilisées et organisées. Le régime bénéficiant à ses débuts d'une certaine sympathie populaire s'est établi sur un nouvel équilibre entre les masses et la bureaucratie soviétique.

Mais l'Etat polonais ne fut pas sérieusement ébranlé. Tout au plus a-t-il retrouvé, à la faveur des événements, une partie de ses attributs face au Kremlin.

Dès le recul de la poussée populaire, Gomulka reprit petit à petit tout ce que le peuple crut avoir conquis. Et finalement, avec Gomulka, le peuple polonais a obtenu pour gage de sa victoire, à peu de choses près, ce que le peuple hongrois a vécu avec Kadar comme punition de sa défaite.

Le nouveau régime, porteur des espoirs des masses en 1956, ne put leur donner ni la liberté, ni la démocratie, ni satisfaire leurs désirs d'indépendance par rapport à la Russie. Il n'a pas pu le donner car, s'il représentait les aspirations nationales des masses en général et de la petite bourgeoisie polonaise en particulier, il représentait aussi, dans une certaine mesure,les intérêts de la bureaucratie soviétique. Régime bonapartiste en équilibre sur des forces contradictoires, il ne peut accepter aucune espèce de démocratie susceptible de modifier cet équilibre. Comme tout régime bonapartiste, il a une méfiance congénitale de toute expression autonome des aspirations populaires quelles qu'elles soient. La tâche majeure de Gomulka, dès son arrivée au pouvoir, fut de vider les conseils ouvriers de toute signification, baillonner les intellectuels qui crurent le temps de la liberté d'expression venu, s'attaquer d'abord par la ruse puis par la force à tout ce qui eût pu cristalliser des opinions qu'il ne contrôlait pas.

La brutalité de la répression policière actuelle ne s'explique pas à partir du mince prétexte qui l'a déclenchée. Il est vraisemblable que parmi ceux qui applaudirent les passages anti-russes de la pièce de Mickiewicz il y avait un bon nombre qui le firent par chauvinisme pur et simple. Ce n'est pas ce chauvinisme qui gêne Gomulka, puisque c'est en grande partie en utilisant ce sentiment qu'il réussit à canaliser naguère à son profit la poussée populaire. Et aujourd'hui même, les policiers qui matraquent n'ont très certainement, sur ce plan, rien à envier aux plus nationalistes parmi ceux qu'ils matraquent. Ce que Gomulka vise, c'est cette fermentation en milieu étudiant, ce désir de liberté d'expression et d'organisation qui, dangereux en soi, peut l'être encore infiniment plus s'il quitte les enceintes universitaires.

Gomulka.

Quant à l'agitation estudiantine, elle est certainement très composite dans son contenu. Parmi les manifestants, il y a sans doute des nationalistes, mais il y a aussi les Kuron, les Modzelewski qui, à peine libérés de prison où ils furent enfermés pour leurs idées socialistes, viennent d'être à nouveau arrêtés. Il y a cette jeunesse qui, rejetant les mensonges d'un régime qui ose parler au nom de la classe ouvrière, rejetant aussi la « démocratie » capitaliste à l'occidentale, cherche à travers bien des errements peut-être, mais courageusement, le chemin du véritable socialisme.

Pour briser cette jeunesse, les matraqueurs tentent de jouer, par basse démagogie, sur les sentiments les plus vils, tels que l'antisémitisme. Il n'est pas possible de savoir pour l'heure si le gouvernement parviendra à étouffer l'agitation universitaire. S'il n'a que les étudiants face à lui, c'est probable. Mais la brutalité même de la répression prouve les craintes du régime. L'agitation estudiantine en elle-même menace son équilibre fragile et le renoussera peut-être vers la protection de cette bureaucratie vis-à-vis de laquelle il a pris des distances en 1956, à la faveur d'une mobilisation populaire.

Les révolutionnaires n'ont rien en commun avec les chauvins anti-russes polonais. Mais ce chauvinisme, même si ses exagérations ne sont pas tolérées par le régime, est, pour une bonne part, secrété par l'appareil d'Etat national lui-même. Les idées révolutionnaires socialistes, elles, par contre, ne peuvent cheminer que dans la liberté. Dans l'affrontement entre la police gomulkiste et les étudiants polonais, les révolutionnaires sont, sans l'ombre d'une hésitation, derrière ces derniers.

G. KALDY.

PERMANENCES

★ **PARIS :**

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, **le samedi de 16 h à 20 h**, 29, rue Château-Landon, Paris-10e.

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, **le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.**

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le jeudi, 17 h 30 à 19 h.

XIVe arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi, de 18 h 15 à 19 h 15.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro: Porte de Clignancourt, **le mardi, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **BANLIEUE :**

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, **le mercredi de 18 h à 19 h.**

AULNAY-S/-BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la gare), **tous les vendredis de 18 h à** 19 h.

ARGENTEUIL. — « Café de Paris » 102, rue Paul-Vaillant-Couturier. **Tous les mardis de 18 h 45 à 19 h 45.**

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudi, de 18 h à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), **le vendredi de 17 h 30 à 19 h.**

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro ». Angle quai Michelet - rue A.-France), **tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **PROVINCE :**

BESANÇON. — « Café le National », quai de Strasbourg, **tous les mercredi** de 18 h à 19 h 30.

BORDEAUX. — Café « Le Régent », cours Victor-Hugo, **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), **le samedi, de 17 h à 20 h.**
— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8e, **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Bar Square », place des Carmes-Déchaux, **le vendredi de 12 h à 14 h.**
— « Bar du Pont », rue Fontgière, **le vendredi de 12 h à 14 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**
— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis, de 15 à 17 h.**

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, **tous les mercredis,** de 16 h à 17 h 30.

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), **tous les jeudis de 18 h 30 à 19 h 30.**

ORLEANS. — Café - Bar de la Madeleine, 16, rue Porte de la Madeleine (en face de l'hôpital). **Tous les mercredis de 18 h à 19 h.**

ROUEN. — Café « Le Bretagne », **place du Vieux-Marché, tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-CHAMOND. — Au « Bon Accueil » (J. Jacquet), 6, rue Saint-Etienne, **tous les jeudis de 18 à 19 heures.**

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance Bar », 2, rue des Tréfileries, **tous les jeudis de 15 h à 16 h.**

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, **le samedi, de 16 h à 17 h.**

SOCHAUX. — Café Allemann, **le** vendredi 15 mars de 12 h à 13 h.

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, **tous les vendredis,** de 18 h à 19 h 30.

LA RHODÉSIE RACISTE ET POLICIÈRE :

UNE SOCIÉTÉ CONDAMNÉE

JAMES Dhlamini, Victor Mlambo, Duly Shadreck, Francis Chirésa et Taka Jérémia viennent d'être exécutés, en Rhodésie du Sud, par le gouvernement raciste de Ian Smith.

L'autorité de la couronne n'a pas été reconnue par Salisbury qui a repoussé la grâce de la reine Elisabeth et a fait pendre les emprisonnés africains accusés de terrorisme.

Aujourd'hui plus de 100 Africains (prisonniers politiques pour la plupart) condamnés à mort croupissent dans les prisons rhodésiennes.

Devant l'indignation soulevée dans le monde entier et surtout dans les pays africains, 35 détenus viennent de bénéficier d'une commutation de peine.

Mais les autorités racistes de Rhodésie continueront à réprimer les Africains qui prendront les armes pour se libérer. Car la minorité blanche a choisi de se maintenir au pouvoir en Rhodésie contre la volonté de près de 4.000.000 d'Africains, continuant ainsi à maintenir la domination que l'impérialisme anglais exerçait depuis 1890.

La proclamation de Salisbury du 11 novembre 1965, qui a fait de la Rhodésie un Etat indépendant de la Grande-Bretagne, n'a pas créé une situation nouvelle; le pouvoir de M. Ian Smith se contente de perpétuer le régime segrégationniste qui existait lorsque la Rhodésie était une colonie de Londres.

Au sud-est de l'Afrique, la Rhodésie est aussi étendue que la Californie et est peuplée de 4.000.000 d'habitants dont moins de 10 % de blancs (225.000 en 1966) (1).

De 1890 à 1896, les tribus africaines prirent les armes contre les immigrants anglais qui venaient coloniser leur terre mais furent battues.

En 1930, l'administration anglaise promulga la loi sur le partage des terres, qui fut complétée en 1941, et qui subiste aujourd'hui.

D'après cette loi le pays fut divisé en « régions européennes » et en « réserves indigènes ». La minorité blanche reçut 20.800.000 hectares, tandis que les quatre millions d'Africains recevaient 16.800.000 hectares !

Les paysans chassés des terres par les colons blancs formaient une réserve de main-d'œuvre où les capitalistes anglais pouvaient puiser tout à loisir.

La constitution mise en place ne mentionnait pas une segrégation raciale, mais permettait de l'exercer dans les faits. C'est ainsi que le droit de vote était restreint sur des bases de propriété, de revenus et d'instruction, ce qui privait en fait tous les Africains du droit de vote.

Et les lois rhodésiennes fixaient le revenu auquel avait droit un citoyen, le nombre d'hectares qu'il pouvait posséder suivant sa race.

Ajoutons qu'alors qu'on chassait les paysans noirs de leurs terres, 2 ou 3 % seulement des régions réservées aux blancs étaient cultivées. Par ailleurs, les Noirs vivaient dans les ghettos, pompeusement baptisés « villes ».

Le nationalisme africain prit naissance en Rhodésie vers 1950. A cette époque se créa la fédération Rhodésie-Nyassaland comprenant les deux Rhodésie (Nord et Sud) et le Nyassaland.

Et c'est l'émigration des habitants du Nyassaland, plus politisés, qui développa le sentiment nationaliste des Africains.

Eux sont l'avenir de la Rhodésie. (Photo U.P.I.)

En 1957 se créa le Congrès National Africain de Rhodésie du Sud; le même mouvement se développa dans les trois pays de la fédération. Mais la répression ne tarda pas. En 1959, ces congrès furent déclarés illégaux, tandis que 2.000 militants étaient emprisonnés, et que 50 Africains étaient tués.

En 1960, de nouvelles arrestations eurent lieu, cela provoqua la colère des Africains, et de nouvelles manifestations furent réprimées avec violence faisant au moins 13 morts à Salisbury et à Bulawayo.

En 1961, tandis que certains Blancs plus « réalistes » tentaient de s'intégrer une « minorité » africaine, un nouveau mouvement, le Z.A.P.U (Zimbabwe African People's Union) se créait.

Et tandis que la nouvelle constitution échouait dans sa tentative d'attacher au pouvoir blanc une « élite » noire, le Z.A.P.U. fut interdit.

1.600 Africains furent arrêtés, 250 assignés à résidence.

En réponse, le terrorisme se développa; des bombes explosèrent dans les villes, des incendies s'allumèrent dans les forêts. Et bien entendu la répression se fit plus forte contre les Africains.

Et tandis que la fédération Rhodésie-Nyassaland était dissoute en 1963, la Rhodésie du Sud, maintenant son régime raciste s'acheminait vers la sécession.

En 1965, Ian Smith, chef du gouvernement Rhodésien et représentant des Blancs minoritaires, refusant encore une fois de donner les droits civiques à la population noire, se séparait de la Grande-Bretagne.

Bien entendu, Londres n'a pris aucune mesure contre les racistes rhodésiens; lutter contre eux, cela voudrait dire donner des armes aux Noirs pour qu'ils se libèrent. Et de cela le gouvernement travailliste n'en veut pas. Il se contente de protestations toutes symboliques.

Et lorsqu'il y a quinze jours, trois Africains furent pendus à Salisbury, Wilson se contenta de clamer son indignation devant « le crime ».

Mais l'impérialisme anglais n'ira pas plus loin dans son désaveu d'un gouvernement qu'il a préparé pendant un demi-siècle par une domination féroce contre les indigènes.

Quant à la population blanche, raciste, de Rhodésie, elle fait un mauvais calcul. Car si elle réprime sauvagement toute tentative des Noirs de faire entendre leurs voix, elle ne pourra pas empêcher que le mouvement nationaliste se développe, au contraire !

Et pour un Noir qu'elle pendra, il y en aura cinquante pour le remplacer et continuer la lutte.

La répression ne pourra rien résoudre pour le gouvernement rhodésien. Et le fait d'avoir fait pendre récemment cinq terroristes n'est que la preuve de la faiblesse d'un gouvernement contraint de réprimer pour survivre.

Bien sûr, la Rhodésie raciste et policière peut s'allier avec l'Afrique du Sud où domine l'Apartheid... Mais cela ne changera guère le rapport des forces, et la minorité blanche devra un jour ou l'autre céder.

Et ce jour-là, sans doute, il se trouvera de bonnes âmes pour pleurer sur un nouveau Congo et sur la « sauvagerie » des Noirs !

En 1960, un ancien premier ministre de Rhodésie, battu pour son libéralisme, Garfield Todd déclarait : « Comme nous avons de plus en plus peur, nous les Européens, nos méthodes deviendront plus efficaces et plus brutales. Mais que résoudrons-nous ainsi ? Et combien de temps pouvons-nous espérer tenir de cette façon ? »

A notre avis pas très longtemps !

Catherine OLIVIER.

(1) Chiffres donnés par « Partisans » de mai-juin 1966.

Prague à l'heure du changement

LE « contre-coup de Prague » est-il en train de devenir réalité ? C'est ce que, de toute évidence, certains commencent à espérer sérieusement dans les pays occidentaux. Avec mesure tout de même, car il est aussi évident que le « coup d'Etat » de 1948 n'a pu mettre directement sous le contrôle de la bureaucratie russe l'appareil d'Etat tchécoslovaque que parce que ce contrôle était déjà, en fait, prépondérant dans les affaires politiques du pays.

Aujourd'hui, de même, l'éviction d'Antonin Novotny n'est sans doute que la sanction d'un changement du rapport de force. Ce changement est certainement en défaveur de l'U.R.S.S., au profit des forces nationales. Mais rien n'indique que l'appareil d'Etat tchécoslovaque soit en mesure de se passer complètement de l'aide de la bureaucratie du Kremlin. La

Dubcek.

prudence avec laquelle ses leaders mènent leur barque semble même indiquer tout le contraire.

Certes dans l'âpre et impitoyable lutte que se livrent dans les sommets de l'appareil d'Etat deux équipes rivales, il apparaît de plus en plus clairement que l'on assiste à l'éviction du groupe qui a jusqu'ici représenté directement les intérêts russes en Tchécoslovaquie.

D'ailleurs les déclarations des nouveaux dirigeants, bien que timidement encore mais tout de même de plus en plus clairement, insistent sur le nouveau style « national » qu'ils entendent donner au régime.

Pourtant Dubcek et ses amis sont encore bien loin d'avoir leur pleine indépendance par rapport à Moscou. Car c'est Moscou, c'est son appui direct, qui ont permis au Parti communiste tchécoslovaque de prendre le pouvoir puis de le conserver. Contre la volonté de la majorité de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie mais aussi contre celle de la majorité de la classe ouvrière.

Pour pouvoir rompre complètement avec ceux qui l'ont mis en place, il faudrait que ce régime, exemple de régime antidémocratique, trouve l'appui d'une couche sociale importante du pays.

La façon dont Dubcek conduit sa lutte contre Novotny et ses fidèles montre que ce n'est pas le cas.

Cette lutte est dure, dramatique même. La fuite du général Sejna, le suicide du vice-ministre de la Défense, le général Janko, les destitutions du ministre de l'Intérieur, du procureur général, du président du conseil national slovaque en sont la preuve.

Mais c'est une lutte de politiciens professionnels, d'appareil, faite toute de coups bas et de traitrises. Une lutte où l'on est prêt à emprisonner, destituer, pousser l'adversaire à la fuite ou au suicide. Mais toujours sous un prétexte personnel, prévarication, manque de vigilance, avoir couvert des injustices, etc... et non pour une raison politique clairement exprimée.

Et cela établit bien que Dubcek a, au moins, aussi peur de voir la population intervenir directement dans cette affaire que le désir de se débarrasser de Novotny.

Tout au plus réserve-t-il, peut-être, aux « milices ouvrières » le droit de défiler dans Prague le jour où Novotny et son clan seront définitivement éliminés et sa propre victoire définitivement acquise. Histoire de donner, comme le parti communiste tchécoslovaque le fit en 1948, une allure populaire à son gouvernement.

Pourtant, surtout si la crise actuelle dure un certain temps, c'est-

Sejna. (Photo A.F.P.)

à-dire si l'élimination du groupe Novotny est plus difficile que prévue, les différentes couches sociales qui composent la société tchécoslovaque risquent de ne pas attendre la permission de Dubcek pour intervenir. Déjà les étudiants parlent de liberté, les juristes réclament la réforme du mode d'élection et les Slovaques un régime fédéral...

J. M.

LE JUGEMENT DE KHALIL TOUAME

KHALIL TOUAME, le secrétaire du Comité des Etudiants Arabés de l'Université de Jérusalem, a été condamné la semaine dernière par le tribunal militaire à neuf mois de prison ferme, et neuf mois de prison avec sursis. On se souvient qu'il était accusé d'avoir hébergé un membre d'une organisation terroriste arabe. Accusation fondée d'ailleurs sur des soupçons plus que sur des preuves réelles.

La peine que devra purger TOUAME est sans doute moins lourde que ne l'auraient voulu les autorités israéliennes (les nombreuses protestations contre son arrestation ont certainement pesé sur la décision du tribunal). Il n'en demeure pas moins que cette condamnation est inique et que la solidarité envers les emprisonnés arabes doit se poursuivre. Car TOUAME n'est pas seul. Tassir Kooba, vice-président de l'Union des étudiants palestiniens est toujours détenu alors qu'aucune accusation n'a encore été formulée contre lui. Sans compter les 1.250 arabes (chiffre officiel) toujours emprisonnés pour faits de résistance. Sans parler non plus de ceux qui ne sont peut-être pas en prison, mais qui se retrouvent sans abri parce que l'armée israélienne fait sauter à la dynamite toutes les maisons arabes qu'elle « soupçonne » d'abriter des résistants.

Crise du dollar, ci

(Suite de la première page)

Cela ne signifie pas que les Etats-Unis possèdent dans leurs coffres une quantité d'or correspondant à tous les dollars-papiers en circulation dans le monde. Il y a d'ailleurs longtemps que les monnaies de tous les pays sont dans le même cas par rapport à la quantité d'or qu'elles sont censées représenter. Leur valeur n'est plus qu'une valeur fiduciaire, c'est-à-dire basée sur la confiance des utilisateurs. Ce n'est finalement qu'une pure fiction, mais tant que cette confiance existe, la société capitaliste toute entière fonctionne sans problème en reposant sur cette fiction.

Le dollar n'est qu'un cas particulier de ces monnaies fiduciaires. Mais son rôle privilégié de monnaie universelle, à égalité avec l'or métal, ne peut exister sans crise qu'aussi longtemps qu'il inspire confiance ou qu'aussi longtemps que les autres pays acceptent qu'il joue ce rôle Mais la domination mondiale de l'impérialisme américain se traduit justement dans ce fait que tous les autres pays du monde acceptent de reconnaître cette fiction qu'est la valeur du dollar. Et ils sont tellement liés à l'économie américaine qu'une crise de celle-ci ne signifierait pas leur libération par rapport aux U.S.A. mais une crise peut-être plus profonde encore chez eux.

Il est à remarquer d'ailleurs que ce ne sont pas des Etats ayant des vélléités d'indépendance qui sont à l'origine de la crise actuelle du dollar. La plupart des gouvernements ont freiné, arrêté même, le marché de l'or. Et si le gouvernement français ne s'est pas joint ouvertement à ce mouvement, il n'a rien fait non plus pour aggraver la crise. Bien au contraire, on avait annoncé vendredi que le marché de l'or à la Bourse de Paris ne pourrait compter que sur les apports extérieurs et que la Banque de France ne satisferait pas les demandes excédentaires.

Ce sont les particuliers qui sont à l'origine de la crise. (Par particuliers, il ne faut pas seulement entendre individus, mais aussi sociétés, trusts, etc.)

Que leur confiance dans la solidité de leurs dollars vienne à disparaître, et ils ne pourraient que s'empresser de vouloir échanger ceux-ci contre de l'or sonnant, sinon trébuchant. Et lorsque les demandes de cette sorte devinrent nombreuses, elles devenaient de la même manière rapidement impossibles à satisfaire.

L'inflation qui se développe depuis des mois aux U.S.A a peu à peu sapé la confiance dans le monde pour le dollar. Ce que craignaient les possesseurs de dollars, c'est justement ce qui est arrivé. Et c'est la crainte d'une telle crise qui les a amenés à précipiter celle-ci en convertissant ces dollars en or : l'important, c'était de ne pas être le dernier, de ne pas arriver après la fermeture des guichets, c'est-à-dire après que les Etats-Unis cessent d'assurer la couverture or du dollar. A cela s'est ajouté, bien sûr, à partir du moment où le cours de l'or a commencé à monter, le jeu de toutes les spéculations possibles sur celui-ci.

Deux solutions s'offrent maintenant au gouvernement américain pour sortir de la crise. La première, la plus facile, et celle qui a déjà été appliquée afin d'en enrayer le développement, c'est de refuser de convertir le dollar en or, et de maintenir artificiellement le cours officiel de 35 dollars l'once d'or. Mais, même en supposant que les gouvernements de tous les pays soient prêts à soutenir la politique américaine, comme l'a déjà fait le gouvernement anglais, c'est immanquablement créer un marché parallèle, une sorte de marché « noir » de l'or, où celui-ci se vendra à un prix bien plus élevé.

La deuxième solution, qui n'est nullement antagoniste de la première d'ailleurs, c'est d'essayer de reconstituer aux U.S.A. une encaisse suffisante, de manière à redonner confiance dans le dollar.

Il est bien évident que l'application de cette solution ne dépend pas seulement des Etats-Unis, mais aussi des réactions politiques de tous les pays, des pays capitalistes comme de ceux du camp dit « socialiste », puisque l'or ne peut rentrer dans les caisses américaines que s'il vient

QU'EST-CE QUE CETTE CRISE ?

Dans l'immédiat, elle est provoquée par une méfiance vis-à-vis du dollar. Dans le monde entier tous ceux (grandes sociétés, trusts, grosses banques) qui possèdent des dollars veulent les échanger contre de l'or au cours officiel fixé par les U.S.A. (une once d'or 28,35 g contre 35 dollars). Or les U.S.A. n'ont pas assez d'or dans les coffres de leur réserve (le célèbre Fort Knox) pour payer tous les dollars qu'on leur demande, au prix qu'ils ont eux-même fixé. C'est pourquoi ils viennent de refuser de continuer cet échange en « fermant les marchés de l'or » aux U.S.A. et dans tous les Etats qui veulent bien les aider. C'est l'aveu officiel que le dollar papier ne « vaut » plus 1/35e d'once d'or.

POURQUOI LE DOLLAR EN EST-IL LA ?

Le dollar en est là parce que l'Etat des U.S.A. s'est appauvri et endetté. Les dépenses de l'Etat américain ont augmenté considérablement ces dernières années : par la course aux armements nucléaires, par la course « à la Lune » et par la guerre du Vietnam. La plupart de ces dépenses n'étant d'ailleurs que des subventions déguisées à l'industrie. Ces dépenses ont dépassé les recettes (impôts) et l'Etat américain s'en sort depuis quelques années en faisant « marcher la planche à billets ». Il n'a rien inventé : depuis que la monnaie papier existe le procédé est courant. La monnaie papier est censée représenter de l'or. Celui qui est contenu dans les coffres de l'Etat qui émet la monnaie. Chaque unité monétaire est censée représenter une quantité d'or déterminée (1/35e d'once pour le dollar).

Si l'Etat émet plus de billets qu'il ne possède d'or correspondant, qui ira y voir ? Personne. Du moins tant que la confiance règne. Si elle ne règne pas ou plus, l'Etat impose le « cours forcé » de la monnaie et les citoyens sont bien obligés d'accepter les bouts de papiers pour ce qu'on leur dit qu'ils valent. La seule chose est qu'ils ne les gardent pas et préfèrent posséder n'importe quoi plutôt que du papier. Ils achètent donc le plus possible, les prix des marchandises montent, c'est l'inflation. Cela existe aujourd'hui aux U.S.A., principalement à cause des dépenses militaires, mais la France a connu cela récemment (et en réalité le connait encore, de façon insidieuse) et tous les pays du monde aussi.

MAIS POURQUOI CETTE CRISE DU DOLLAR NE CONCERNE-T-ELLE PAS QUE LES CONSOMMATEURS AMERICAINS ?

Parce que la situation des U.S.A. et de leur monnaie, le dollar, est particulière et, peut-on dire, unique au monde.

L'Etat américain est le plus riche du monde. Pendant longtemps il possédait tellement d'or que sa monnaie, le dollar, était considérée dans les échanges internationaux comme l'or lui-même. Déjà avant la guerre mondiale, mais surtout pendant les années de 45 à 50 où tous les Etats européens étaient appauvris, le dollar était une « devise forte », et servait à régler les achats des différents pays entre eux, comme l'aurait fait l'or. Personne ne voulait du franc ou du mark dont la valeur diminuait constamment, mais le dollar était partout accepté.

A tel point et c'est cela qui est aujourd'hui important, que les réserves d'or, les « couvertures or » des différents instituts d'émission (comme la Banque de France) de la plupart des pays, ne sont pas, en réalité, faites d'or, mais de dollars en grande partie. Si la valeur du dollar vient à baisser, la « couverture » qui garantit la monnaie de la plupart des pays viendra à baisser automatiquement et cela pourra ruiner leur propre monnaie et leur économie.

MAIS POURQUOI LES AUTRES ETATS ONT-ILS GARDE LEURS DOLLARS TOUT EN SACHANT QUE L'ETAT AMERICAIN AVAIT RECOURS A L'INFLATION ?

Si ces Etats avaient exigé des U.S.A. de l'or, en échange des dollars qu'ils possédaient, cela aurait diminué encore le stock d'or des U.S.A., diminué encore plus la confiance dans le dollar et précipité la crise.

D'autre part, tout comme un Etat impose le « cours forcé » de sa monnaie à ses citoyens, les U.S.A. ont conquis une telle prépondérance politique dans le monde capitaliste qu'ils ont pu, pratiquement, imposer le cours forcé du dollar à tous les pays. Officiellement, les U.S.A. échangeaient des dollars contre leur or à qui le leur demandait, mais ils exigeaient, en fait, que les différents Etats s'abstiennent de le faire.

C'est ainsi qu'ils ont pu, faire supporter leur propre inflation à tous les autres Etats capitalistes par l'intermédiaire du dollar.

EST-CE DE GAULLE QUI A PROVOQUE LA CRISE ?

L'aurait-il voulu qu'il ne l'aurait pas pu, l'Etat français n'a pas cette puissance. Bien sûr le Gouvernement français a quelque peu rompu cette solidarité en demandant l'année dernière aux U.S.A. de l'or en échange de dollars détenus par la Banque de France (une toute petite partie.) C'était un geste plus spectaculaire que tirant à conséquence et qui avait pour but de protester contre la politique américaine qui faisait supporter ses dépenses à tout le monde occi-

Inflation, déflation cycle infernal du capitalisme

L'or, vil métal de vil marchand, dont le socialisme recouvrira les pissotières. (Photo A.F.P.)

Dès l'Antiquité, l'or et l'argent ont joué le rôle de « monnaie », c'est-à-dire d'instrument servant à l'échange des marchandises et le facilitant, de manière déterminante, grâce à leurs avantages : grande valeur sous un faible poids, division facile en parts égales, métaux inoxydables, etc.

Mais quelle quantité de monnaie d'or faut-il donc pour que les échanges soient possibles ? Bien entendu, il ne faut pas autant de valeur en or qu'il y a de valeur en marchandises à échanger car une même pièce d'or peut servir à échanger successivement, en passant de mains en mains, de nombreux objets. En fait il faut une quantité de monnaie en circulation égale à la valeur des marchandises en circulation divisé par la vitesse de rotation moyenne de la monnaie (le nombre d'échanges). Quand il y a de la monnaie d'or en excès, elle est thésaurisée comme réserve. Si les achats se précipitent, la vitesse de circulation augmente et pour une même valeur des marchandises en circulation il faut moins de monnaie. La thésaurisation augmente. Inversement, si les achats se ralentissent.

Mais la circulation de grandes quantités d'or pose des problèmes de protection et de conservation. A mesure que la sécurité politique se renforçait en même temps que les Etats, la circulation de papier-monnaie représentant de l'or s'imposait comme plus commode. Le papier a d'abord représenté un dépôt d'or chez tel banquier connu, puis une quantité d'or que l'on peut obtenir de la Banque Nationale. A ce moment le papier monnaie ne représentait strictement que la quantité d'or en dépôt. Autrement dit la couverture-or de la monnaie papier était de 100 %.

Ce système où tout billet-papier est immédiatement convertible en or a été très stable et a permis pendant tout le 19e siècle un développement des échanges sur la base de l'étalon-or. Les monnaies représentaient symboliquement la quantité d'or qui aurait dû circuler.

Avec la 1re guerre mondiale, cet état de chose s'est transformé. Les différents états nationaux ont dépensé tant et plus pour leur guerre de rapine et ont dû pour ce faire multiplier les billets tout en supprimant la convertibilité en or. L'Etat endetté qui refusait de faire payer les classes possédantes avait trouvé un bon moyen de faire payer à la classe ouvrière et à la petite bourgeoisie les frais de sa politique. La quantité de billets en circulation ne correspondait plus à la quantité d'or qu'ils étaient sensés représenter. Quand 2 billets de 100 F représentaient 100 F or, la valeur des billets diminuait de moitié. L'inflation moderne était née : l'Etat payait ses dettes avec la monnaie de singe. Bien sûr les gens n'avaient qu'une confiance limitée dans la monnaie, mais l'Etat en imposait le « cours forcé » et personne ne pouvait (et ne peut) refuser d'être payé en billets « légaux ».

Les conséquences de l'inflation outre l'appauvrissement général des masses populaires sont de deux ordres : il y a d'abord une fuite devant la monnaie qui perd sa valeur. La thésaurisation s'arrête dès que la perte de valeur devient trop rapide. Au contraire, on achète le plus possible, la vitesse de circulation augmente, l'excès de monnaie aussi, l'inflation a tendance à s'aiimenter elle-même. Elle perturbe dans le système capitaliste la formation de l'épargne. Deuxièmement l'industrie fonctionne à plein rendement devant la frénésie d'achat et s'équipe à crédit au maximum. Poussée à l'extrême, l'inflation devient galopante. Ainsi l'Etat allemand a connu après la première guerre une inflation telle qu'il fallait des milliards de marks pour l'achat d'un timbre-poste. Les conséquences sont la ruine et la misère pour une grande partie de la population, l'arrêt des échanges, le retour au troc, la crise.

Sans atteindre ces extrémités depuis la deuxième guerre mondiale les états bourgeois ont largement fait appel à l'inflation pour faire payer par la population les frais de reconstruction de l'économie et des dépenses militaires et soutiens divers (crédits, subventions) à une économie privée de plus en plus incapable de survivre sans appui.

Mais si l'état national peut tenter ainsi de résoudre les problèmes financiers sur le dos des masses populaires, il ne peut imposer le cours forcé de sa monnaie à d'autres états.

Dans les échanges internationaux il faut payer en or ou en monnaies stables, les « devises fortes »... lorsqu'il y en a. Par ailleurs si les prix augmentent plus dans un pays que dans les autres, le rapport des monnaies n'est plus respecté et les produits du pays deviennent trop chers et ne trouvent plus preneur à l'étranger. La balance commerciale se dégrade. Ce pays est donc amené à rétablir le rapport réel c'est-à-dire à reconnaitre que son papier-monnaie vaut moins d'or, dévaluer officiellement. Il pourra ainsi baisser ses prix à l'exportation (puisque le franc dévalué par exemple vaudra moins, estimé dans les autres monnaies) mais par contre les importations seront plus coûteuses.

Enfin la lutte contre l'inflation exige la réduction de l'endettement de l'Etat : restriction des dépenses militaires en particulier, des subventions, des crédits, ce qui amène à diminuer l'émission de monnaie-papier ou de crédits. C'est la déflation. Cela entraine évidemment, puisque l'Etat ralentit son soutien direct ou indirect à l'économie, une récession, c'est-à-dire un ralentissement généralisé de l'expansion industrielle.

L'ordre se rétablit, la monnaie se stabilise, puis l'Etat relance l'inflation pour relancer l'économie. C'est le « stop and go » des économies modernes. En attendant que le système artificiel ainsi secoué finisse par craquer.

rise du capitalisme

évidemment d'ailleurs.

On ne peut pas prévoir quelles seront les réactions des pays concernés (et ils le sont tous), et dans quelle mesure et à quel prix ils accepteront de participer eux aussi au sauvetage du dollar. Mais il faut remarquer qu'aucun pays capitaliste n'a intérêt à l'effondrement de celui-ci, car leur encaisse n'est pas seulement composée d'or, mais aussi, et bien souvent en plus grande quantité, de dollars. Même l'U.R.S.S. n'y a peut-être pas intérêt sur ce plan-là, sans compter que la bureaucratie soviétique ne peut considérer la menace d'une crise économique mondiale, et les risques de guerre qui en découlent, que d'un bien mauvais œil.

On ne peut donc pas prévoir non plus quelle sera la profondeur de la crise, et quelles en seront les conséquences. Cela, l'avenir seul peut nous le dire. Mais d'ores et déjà, la situation paraît sérieuse, et il n'est pas exclu qu'après vingt ans de développement pacifique, si l'on ose dire, et à peu près régulier du capitalisme, qui ont fait dire à beaucoup que le temps des crises économiques était révolu, le monde ne soit à la veille d'une dépression analogue à celle qui commença en 1929 et qui trouva sa conclusion dans la deuxième guerre mondiale. D'ailleurs, bien des économistes ont évoqué ces derniers jours le « jeudi noir de Wall Street ».

Mais ce qui est finalement le plus aberrant, ce n'est pas cette amorce de crise elle-même. C'est le système économique qui la rend possible. « L'argent mène le monde », dit un vieux proverbe. Mais ce n'est même plus l'argent métal, doué d'une valeur réelle, ayant une expression objective, mais l'argent-papier, c'est-à-dire une fiction pure et simple : de petits morceaux de papier auxquels on nous demande de prêter telle ou telle valeur, et qui n'ont cette valeur que pour autant qu'on veut bien le croire.

Mais finalement, tout le système capitaliste repose sur des luttes pour des richesses fictives. Les premiers régimes d'exploitation que le monde ait connus assurait au moins aux privilégiés un niveau de vie que le faible développement des forces productives ne pouvait permettre à l'ensemble de la population.

Mais à notre époque, il n'en est même plus de même. Le formidable développement de la productivité du travail humain permettrait dans une société organisée, pour la satisfaction des besoins de l'humanité en général, et non pas pour le profit de rares privilégiés, d'assurer à chacun une vie incomparablement plus digne d'être vécue, matériellement et humainement, que celle du plus riche des bourgeois.

Ce n'est pas le luxe des privilégiés de toutes sortes qui crée, à notre époque, la pauvreté pour l'immense majorité de l'humanité C'est le système économique dépassé ,source de gaspillage perpétuel, de crises et de guerres, qui garantit leurs privilèges.

C'est pour augmenter les comptes en banques de sociétés anonymes que l'on condamne les deux tiers de l'humanité à la famine, que l'on exploite, leur vie durant, des millions de travailleurs, qu'on les envoie périodiquement à la tuerie. Et ces bénéfices, cette société démente ne sait qu'en faire.. Il lui faut ensuite les réinvestir, s'ouvrir par la force au besoin de nouveaux marchés pour cela, pour en retirer de nouveaux bénéfices destinés à alimenter le cycle sans fin de l'exploitation et de l'accumulation capitaliste.

Les petits morceaux de papiers multicolores dont on voudrait nous faire croire qu'ils incarnent toutes les richesses du monde, sont bien le symbole de cette société de fous, capable de mener l'humanité à la guerre, et peut-être à sa fin, pour maintenir la « valeur » de ces chiffons de papier.

D'une société qu'il nous faudra détruire, si nous ne voulons pas qu'elle nous détruise.

Christian JUNG.

LE SORT DU VIETNAM DÉPEND-IL DES ÉLECTIONS AMÉRICAINES ?

(Suite de la première page)

Mais surtout parce que, dans le contexte actuel, guerre du Vietnam d'abord, menace de crise monétaire grave ensuite, des choix politiques que font ou que feront les dirigeants américains dépend pour une bonne part l'avenir du monde.

C'est pour cela que dans les mois qui viennent les observateurs de tous bords vont suivre avec passion les nombreux résultats du compliqué système électoral des U.S.A., les interpréter au gré de leurs espoirs ou de leurs peurs, commenter les programmes, les moindres déclarations ou même les silences des différents candidats. Le tout, la plupart du temps, en partant de l'idée que le peuple américain va avoir à choisir entre plusieurs politiques possibles et que c'est de son choix que dépendra pour quatre ans la politique des U.S.A.

Et pourtant ce choix des électeurs américains est, sans doute, ce qui comptera le moins dans les motivations du futur président, qu'il se nomme Johnson, Kennedy ou Mac Carthy. En admettant d'ailleurs qu'il y ait réellement un choix car rien n'indique que les candidats se présenteront devant les électeurs avec un programme.

Les élections américaines en particulier, mais pas seulement elles, nous ont habitués à ces luttes politiques dans lesquelles on est incapable de distinguer ce qui peut bien séparer les candidats, hormis des questions de personne.

Mais même si les électeurs américains ont cru faire un choix, soit parce que les candidats se sont effectivement présentés devant eux avec un programme précis, soit parce que, sur la foi de la rumeur publique, du passé de chacun d'eux ou de sa mine, ils leur en ont attribué un, le prochain président ne sera tenu à rien pour cela. Pas plus que Johnson ne l'a été durant les quatre ans du mandat qui va s'achever à la fin de cette année. Sa victoire, face au Républicain Goldwater, avait pourtant été présentée, à l'époque, comme celle d'un partisan de la paix...

Mais une fois au pouvoir le président des Etats-Unis gouverne en fonction des intérêts des capitalistes américains et d'eux seuls.

Aujourd'hui devant le problème du Vietnam, qui conditionne en effet en très grande partie toute sa politique, l'impérialisme américain a deux politiques possibles. Se maintenir coûte que coûte sur ce coin de terre asiatique, y envoyer les hommes et le matériel nécessaires pour cela, accepter la politique d'inflation et les difficultés financières ou économiques qui en découlent. Non pas dans l'espoir de vaincre un jour le Vietcong, cela est impossible maintenant. Mais dans le seul but d'empêcher la

Mac Carthy qui s'est prononcé contre la guerre du Vietnam.
Mais sera-t-il candidat ?
(Photo U.P.I.)

victoire de celui-ci, et par là que le Sud-Vietnam n'aille rejoindre le camp des alliés, de fait sinon de cœur, de l'U.R.S.S.

Ou bien alors abandonner le Vietnam. Ce serait une grave défaite pour l'impérialisme, quelles que soient les formes plus ou moins honorables qui permettraient de rapatrier le corps expéditionnaire U.S... D'abord parce que cela renforcerait, dans l'immédiat, tous ceux qui à travers le Tiers Monde, et ils sont nombreux, rêvent d'imiter les Vietnamiens. Ensuite parce que, pour un certain temps tout au moins, cela signifierait que le rapport des forces entre l'impérialisme et l'U.R.S.S. est changé et que l'éventualié d'une guerre contre celle-ci est momentanément écartée ou du moins qu'il est plus difficile pour les U.S.A. de la déclencher. L'impérialisme américain ne se résoudra certainement pas de gaieté de cœur à cette deuxième solution. Mais elle n'est quand même pas impossible. Après tout, à l'exemple de bien d'autres, les dirigeants américains savent qu'on peut perdre une bataille, même importante, sans pour cela perdre la guerre.

Ce choix, celui qu'aura à faire le prochain président, reste posé aux dirigeants américains. On sait déjà qu'une partie d'entre eux, notamment une partie de l'état-major, est partisan de la première solution. « L'enlisement » accepté au Vietnam, les demandes incessantes de renforts, les provocations pour étendre même la guerre au Vietnam du Nord ou à la Corée nous l'indiquent.

Y en a-t-il d'autres, en revanche, qui ont choisi la seconde solution ?

Pour l'instant ils n'apparaissent guère. Mais s'ils existent c'est, peut-être, ce que la campagne électorale présidentielle nous montrera.

C'est en effet, ce que signifierait, dans le contexte actuel, une campagne électorale pour la paix, faite ouvertement par un candidat « sérieux ». C'est-à-dire un candidat qui ait l'appui d'un appareil politique important, républicain ou démocrate, peu importe, et l'argent nécessaire — et il s'agit de sommes énormes — pour mener à bien sa campagne.

Car cet appui et cet argent ne peuvent lui être fournis que par une fraction de la classe dirigeante américaine, c'est-à-dire des trusts et groupes financiers qui entretiennent hommes politiques et partis.

Et ces capitalistes américains n'accepteront de financer une campagne électorale prônant ouvertement le retrait américain du Vietnam que s'ils ont déjà décidé que c'est là la meilleure politique pour les U.S.A.

Autrement, s'ils ont fait le choix inverse, ou s'ils n'ont pas encore choisi, ils ne prendront pas le risque de faire élire un président sur des promesses précises. Quelles que soient la conscience et la mobilisation actuelle de l'électorat américain, ce serait là un jeu bien trop dangereux.

Alors ils se contenteront de financer des hommes et éviteront les programmes. S'il faut remplacer Johnson, trop déconsidéré, on suscitera des candidatures plus neuves. La personne de l'actuel président sera attaquée, sa politique même. Mais on évitera de dire exactement par quoi elle pourrait être remplacée et par-dessus tout de faire des promesses précises. Libres à ceux qui veulent la paix, de croire que c'est cela qu'on leur propose, libre aux commentateurs américains ou étrangers de le faire croire. Mais personne ne sera mobilisé en quoi que ce soit sur ce thème.

Voilà tout au plus ce que peut apporter la campagne électorale. D'aucuns certes, peuvent estimer que ce n'est pas là un renseignement négligeable.

Mais la pire erreur, pour la classe ouvrière américaine mais aussi pour nous, serait de croire que la politique des Etats-Unis dépendra du bulletin de vote déposé dans l'urne par les électeurs américains. Cette politique est peut-être déjà décidée, elle est peut-être encore en discussion, elle peut même être révisée. C'est, et ce sera uniquement en fonction des intérêts de l'impérialisme U.S.

Jacques MORAND.

LA CRISE DE 1929

LES débuts de la crise de 1929, la crise la plus profonde et la plus spectaculaire qu'ait connue l'économie capitaliste mondiale, de la crise que toute le monde évoque ces jours-ci, furent, aux yeux de la plupart des contemporains, d'une stupéfiante brutalité.

A la mi-octobre ,l'économie américaine apparaissait encore dans une période de pleine expansion qui durait depuis le début des années 20, et qui semblait ne jamais pouvoir se terminer. Hoover, président des U.S.A. depuis le début de l'année avait, lors de son entrée à la Maison Blanche, annonce le jour où la malédiction de la misère serait bannie des Etats-Unis ». L'ensemble de la production industrielle avait augmenté de 84 % de 1922 à 1929. Les dividendes distribués par les sociétés industrielles étaient passés de 659 millions de dollars en 1920 à 5.120 millions en 1929. Il est vrai que les salaires n'ont suivi que de très très loin cette autgmentation, n'augmentant que d'environ 10 % pendant cette même période.

Il est vrai aussi que le krach de la banque Hatry, en septembre 1929, avait alerté les spéculateurs et touché quelque peu leur confiance. Mais c'est seulement le 23 octobre 1929 que la crise éclata, se manifestant par une brutale augmentation des ordres de vente à la bourse, entraînant une baisse des cours de 5 %, la première baisse importante depuis une dizaine d'années.

Malgré les tentatives des spécialistes pour enrayer la crise, celle-ci s'approfondit rapidement. Au début de novembre les cours étaient 50 % plus bas qu'un mois auparavant.

La crise qui était apparue en premier lieu sur le plan boursier, n'allait évidemment pas se limiter à celui-ci. La production ralentissait, de plus en plus vite. En partant d'un indice de 120 en octobre 1929, on notait les chiffres suivants : 104 en mars 1930, 82 en décembre de la même année, 52 en juillet 1932.

La crise n'allait pas non plus se limiter aux U.S.A. Ceux-ci étaient déjà le premier impérialisme mondial. Ils intervenaient dans l'économie de toutes les autres puissances, et leurs difficultés allaient entrainer celles-ci dans des difficultés quelquefois bien plus importantes même.

Les premiers pays européens atteints sont les vaincus de la guerre de 14-18, déjà à demi étranglés par le traité de Versailles. Le krach de la Krédit-Anstalt, la plus grosse banque de Vienne, fondée par les Rothschild, en est le signe initial en Autriche. Mais la crise ne s'arrêtera pas là, atteignant ensuite l'Angleterre d'abord, puis la France.

La réduction de la production à l'échelle mondiale est considérable. En 1932 elle est inférieure de 38 % à ce qu'elle était en juin 1929. Le commerce international diminue lui aussi dans des proportions encore plus grandes.

Pour la classe ouvrière, la situation est catastrophique dans tous les pays, et peut se résumer en deux mots : chômage et bas salaires. 1,5 million de chômeurs en France, 3 en Angleterre, 6 en Allemagne, entre 10 et 20 aux U.S.A., sans compter les millions d'ouvriers travaillant au ralenti, vingt ou trente heures par semaine, et payés bien sûr en conséquence.

La principale solution de l'Etat bourgeois pour essayer de lutter contre la crise, ce fut surtout à partir des années 1935 ,la course aux armements. Ce fut sans aucun doute une solution valable pour la bourgeoisie ,puisqu'elle permit, dans tous les pays capitalistes avancés, de relancer la machine économique. Mais ce fut aussi la solution qui devait inéluctablement déboucher sur l'embrasement mondial de 1939-45.

C. J.

QUI L'A DONC PROVOQUEE ?

Aussi paradoxal que cela puisse paraître ce sont ceux à qui profite l'inflation et en premier lieu les grosses sociétés américaines, les énormes banques qui contrôlent l'économie U.S. Ce sont elles qui bénéficient des crédits d'armement du budget américain et elles sont bien placées pour savoir comment l'Etat américain paie ces dépenses. Si quelqu'un n'a pas confiance dans le dollar ce sont elles. Elles ne pouvaient pas acheter de l'or avec leurs dollars sur le territoire américain, mais ne se sont pas privées de le faire par personnes interposées sur les différents « marchés de l'or » (Londres en particulier) à l'étranger. Et si le Gouvernement américain pouvait interdire aux gouvernements étrangers d'échanger leurs dollars, il se trouvait désarmé devant ses propres trusts au nom de la sacro-sainte « liberté du commerce ».

QUE S'EST-IL PASSE LA SEMAINE DERNIERE ?

Les achats d'or (avec des dollars) augmentaient constamment sur les différents marchés. Le Gouvernement U.S. a vu le moment où il ne pourrait plus donner d'or, lorsqu'on lui en demanderait en échange des dollars. Il a dû cesser de vendre de l'or. Cet arrêt a fait monter brutalement le « prix » de l'or. En fait, officiellement, il en vend encore aux instituts d'émission, c'est-à-dire aux autres Etats (mais en leur demandant de ne pas user de ce droit).

QUE VA-T-IL SE PASSER ?

D'abord une hausse du prix de l'or. C'est-à-dire qu'il y aura un marché officiel, mais rationné, au prix « américain » de 35 dollars l'once et un « marché noir » de l'or, avec un prix « parallèle ». L'or y vaudra beaucoup plus, c'est-à-dire que le dollar vaudra beaucoup moins. Ce n'est qu'un palliatif provisoire qui ne pourra conduire qu'à la dévaluation du dollar, c'est-à-dire à la dévaluation en chaîne de toutes les monnaies du monde et probablement à une crise économique mondiale.

QUELLE SERAIT LA SOLUTION ?

Il faudrait que l'Etat américain cesse de dépenser plus qu'il ne le peut. Pour cela il faudrait qu'il augmente ses rentrées ; en augmentant les impôts par exemple. Mais il faudrait surtout qu'il diminue sés dépenses en supprimant la majeure partie des dépenses militaires, atomiques et spatiales.

dental et qui considérait les capitalistes français et les ménagères américaines avec le même mépris.

— Mais fondamentalement l'Etat français a été « solidaire » de l'Etat américain. Il ne pouvait d'ailleurs pas faire autrement.

LE PROGRAMME DE LA GAUCHE :

On demande les voix des travailleurs, mais on ne leur promet rien

LES discussions qui se sont engagées autour de la déclaration commune du P.C.F. et de la F.G.D.S., alimentent encore, quatre semaines après sa publication, l'essentiel de la vie politique française. Est-ce déjà, comme l'affirmait Maurice Duverger, le début de la campagne présidentielle ? Maintes péripéties peuvent encore marquer les rapports qu'entretiennent les différentes formations politiques et plus particulièrement les relations du P.C.F. avec ses partenaires de la Fédération. Mais, dès à présent, les cadres de la « gauche unie » sont précisés, les limites fixées. Personne ne peut encore dire si la « plate-forme commune » deviendra « programme de gouvernement », mais chacun est prévenu, et en premier lieu la bourgeoisie française : la gauche se veut foncièrement raisonnable, réaliste, formules qui reviennent fréquemment dans les discours de ses représentants. Elle refuse ce qu'elle appelle la démagogie. Mais ce qu'elle ne dit pas ouvertement, qui transparaît cependant en filigrane dans la déclaration commune, c'est qu'elle se refuse à mobiliser les travailleurs ailleurs que sur le terrain électoral.

La déclaration commune est rédigée, certes, en termes suffisamment généraux pour que chacune des parties signataires puisse, en forçant bien un peu, ici ou là, les textes, satisfaire sa clientèle. Tâche éminemment délicate car il s'agit, à la fois, pour le P.C.F. de ne pas perdre la confiance de ses militants, pour la gauche non communiste de ne pas effrayer sa clientèle électorale, et pour les deux partenaires, de rassurer la bourgeoisie sur leurs intentions.

Pour séduire l'électorat de gauche, en premier lieu les travailleurs, les deux parties, qui ne s'avèrent pas chiches de bonnes paroles, encore moins de bons sentiments déclarent « qu'il ne saurait y avoir de finalité que sociale et humaine au développement économique »... « que l'action d'une politique démocratique doit correspondre aux besoins des masses et à leurs revendications ».

Quels sont les besoins fondamentaux des masses laborieuses,quelles doivent être leurs revendications ?

Il leur faut, en premier lieu, une augmentation substantielle des salaires, liée à l'abaissement des horaires de travail, la garantie du salaire, revendication rendue d'une acuité brûlante par l'augmentation du chômage en France. L'amélioration des conditions d'existence, dans le domaine du logement, de l'éducation, du loisir ou de la santé, découle immédiatement de la satisfaction de ces revendications essentielles.

Que promet la plateforme commune en cette matière ?

En ce qui concerne les salaires, le P.C.F. déclare pour sa part qu' « en raison des besoins essentiels des travailleurs, du retard accumulé, et **des possibilités de l'économie** (c'est nous qui soulignons), aucun salaire ou traitement mensuel ne doit être inférieur à 600 F **pour la durée moyenne du travail** » (cela mérite aussi d'être souligné). Quant à la F.G.D.S., « elle se propose, dans le cadre des nécessaires réformes de structure, de lier l'expansion à la hausse salariale **jusqu'au** niveau mensuel de 600 F pour la durée moyenne du travail... Elle estime en effet que les effets d'entraînement d'une telle décision sur le niveau général des salaires ne pourront être mesurés que dans le cadre de l'exercice du pouvoir ». Qu'en termes galants ces choses là sont dites ! En clair, cela signifie que la F.G.D.S. considère qu'elle ne peut s'engager à accorder... en 1972, un salaire minimum de 600 F par mois. C'est là en effet se montrer réaliste et raisonnable... du point de vue de la bourgeoisie. Fera-t-on croire aux travailleurs que de tels objectifs, que l'on promet dans quatre ans... si la majorité des électeurs, et surtout si la loi électorale le permet, font partie d'un « programme social avancé » ?

En matière de durée du travail « les deux formations fixent comme objectif l'abaissement progressif de l'âge de la retraite (quel âge ? là encore la déclaration se montre d'une prudence remarquable), ainsi que la réduction **progressive** de la semaine de travail à 40 h sans diminution de salaire ». Le document rappelle, à ce sujet, que la « durée du travail est restée sensiblement au même niveau qu'en 1920 ». Les signataires se sentiraient-ils soudainement gênés de faire référence à la loi des 40 heures, imposée par la classe ouvrière au patronat français en 1936 ? Il est vrai que faire allusion à 36, n'était-ce pas évoquer aux yeux des travailleurs, d'autres perspectives ? N'était-ce pas, par contraste, mettre en évidence le caractère timoré du « programme » de la gauche ? N'était-ce pas surtout, rappeler malencontreusement à la bourgeoisie, la grande peur qu'elle avait connue alors ? Et c'est une audace que ne se permettent pas les signataires.

Encore discutons-nous comme si les promesses faites devaient être tenues une fois les élections passées. Les Mitterrand, les Mollet, les Billières et autres Félix Gaillard, nous ont habitués, au cours de leur riche carrière politique aux promesses électorales les plus spectaculaires, suivies, une fois au pouvoir, de reniements pour le moins aussi spectaculaires.

Mais le P.C.F. ne prépare-t-il pas déjà à de tels reniements lorsqu'il déclare, par l'entremise de F. Billoux, membre de son bureau politique (France Nouvelle du 13-3-68) :

« Nous n'avons par ailleurs jamais dit que tout ce qui est indiqué dans l'accord serait réalisé en quelques semaines, voire en quelques mois par un gouvernement démocratique.

La réalisation d'un programme commun de gouvernement s'étalerait nécessairement sur une longue période en tenant compte du progrès technique et de la productivité ».

J.-P. Vial

Le 14 mars, Peyrefitte n'était pas au rendez-vous de la Halle aux Vins

JEUDI 14 mars, M. Peyrefitte, qui assure la délicate fonction de Ministre de l'Education Nationale, devait venir saluer, à la Halle aux Vins, la réalisation de la faculté qui est terminée... aux deux tiers. La visite de Peyrefitte aurait dû marquer une date et attirer l'attention sur la grande réalisation gouvernementale qui a réussi à terminer plusieurs bâtiments et mener à son terme, ou presque, un projet mis en chantier en... 1949. Dans le même temps, le doyen de la Faculté, Zamansky, célèbre par ailleurs, organisait la projection d'un film sur la construction de la faculté.

Si les hôtes cinéphiles du doyen n'ont pas été déçus et ont pu assister à la projection, il n'en demeure pas moins que la principale vedette de l'après-midi, le ministre, n'était pas au rendez-vous. Il y avait par contre, réunis à la faculté des sciences de la Halle aux Vins, plusieurs milliers d'étudiants, venus à l'appel de l'U.N.E.F., du SN.E.-Sup et du C.A.L. (Comité d'Action Lycéen).

Les banderoles, largement déployées, ne laissaient aucun doute sur les intentions des étudiants. Il ne s'agissait pas d'accueillir le Ministre, mais de crier le mécontentement des étudiants contre la politique gouvernementale en matière d'enseignement supérieur : « Non à la sélection », « des Amphis pas de canons », « A bas la réforme Fouchet », voilà les slogans qui s'étalaient sur les pancartes. Et aussi d'autres mots d'ordre : « Vivent les travailleurs de Caen », « Pas de flics à l'Université » et « Vivent les étudiants de Varsovie ».

Il faut croire que Peyrefitte n'a pas été désireux de nouer un dialogue fructueux avec « ses » étudiants puisqu'il s'est fait excuser au dernier moment, invoquant une importante réunion d'un comité paritaire. A sa décharge, il faut dire qu'il avait songé à se faire remplacer et avait envoyé plusieurs milliers de flics dans le quartier.

Vers 16 h 15, les manifestants, réunis dans la cour de la Halle aux Vins tenaient un meeting. Divers orateurs, représentant l'U.N.E.F., le S.N.E. Sup, la Fédération des Résidents des Cités universitaires, devaient se relayer pour stigmatiser la politique réactionnaire du gouvernement.

C'est vers 16 h 45 que les manifestants, bien groupés, quittaient la Halle aux Vins pour tenter d'aller se faire entendre de Peyrefitte au Ministère de l'Education Nationale. Mais une forte concentration policière devait empêcher les étudiants d'aller dire à Peyrefitte, rue de Grenelle, ce qu'ils auraient bien voulu lui dire à la Halle aux Vins, s'il s'était déplacé.

Entrant dans le cadre de la journée nationale de manifestation du 14 mars, le mouvement parisien a rencontré un certain succès puisque environ 5 000 étudiants y ont pris part. Parmi eux se trouvaient les militants révolutionnaires, de la J.C.R. ou de Révoltes, qui ont fait le choix de militer au sein du mouvement syndical estudiantin. La lutte que mènent les étudiants de « Révoltes », du « C.L.E.R. » et de la J.C.R. au sein de l'U.N.E.F, au nom du trotskysme ne peut que rencontrer notre appui. Mais il est à regretter que les camarades de « Révoltes » et du « C.L.E.R. », pour se faire entendre, emploient des méthodes qui, pour être tapageuses, n'en sont pas moins inefficaces, voire nuisibles.

Ainsi ces camarades se sont permis de crier leurs mots d'ordre pendant que les orateurs parlaient, les interrompant sans cesse aux cris notamment de « Manifestation devant le Ministère », alors que le représentant de l'U.N.E.F. avait annoncé, d'entrée, que le meeting se terminerait par une telle manifestation. Une telle attitude, qui n'est malheureusement pas inhabituelle chez ces camarades, ne peut qu'éloigner d'eux une certaine partie des étudiants et, en fin de compte, déconsidérer les idées mêmes pour lesquelles nous nous battons.

F.D.

Cercle Léon Trotsky

La prochaine réunion du cercle Léon Trotsky de Paris aura lieu

LUNDI 8 AVRIL 1968

Au Palais de la Mutualité, 14, rue Saint-Victor
Salle C - 1er étage. 20 h 30

sur le sujet suivant :

Où va Cuba ?

N.B. — Cette réunion n'est pas publique. Les invitations sont à retirer au siège du journal, à nos permanences ou à la librairie « La Nef de Paris », 25, rue des Boulangers, Paris-5e.

La laïcité : arme politique de l'opposition ? ou du gouvernement ?

POMPIDOU vient d'annoncer en Conseil des ministres son intention de déposer un projet de loi visant à ménager l'aide à l'enseignement dit libre.

A la fin de l'année, en effet, la loi « Debré » vient à expiration. Elle pourrait être reconduite par simple décret, sans discussion ni débat parlementaire. Cette loi qui n'était elle-même qu'une amélioration de la loi Barengé, visait à faire passer sous contrat les établissements privés qui en feraient la demande. Elle représentait le plan le plus conséquent d'aide à l'enseignement libre qu'on ait vu en France depuis les grandes batailles laïques de la IIIe République. Voté le 31 décembre 1959, elle a permis en neuf ans un développement remarquable de l'enseignement privé qui a vu ses établissements croître et prospérer alors que l'enseignement public se débattait dans des difficultés sans nombre et qui se ramenaient toutes à ce problème unique : le manque de crédits, donc de locaux, de maîtres, etc...

Depuis la grande campagne menée au début de la Ve République par le Comité National d'Action Laïque, il semblait que ce problème de la laïcité eût été relégué au dernier plan des préoccupations politiques de la Gauche. Et ni les élections législatives de 1962 et 67, ni les présidentielles de 1965 ne donnèrent lieu à un affrontement sur ce sujet. On parlait de l'enseignement en général, du manque de crédits en particulier, mais la laïcité ne fut jamais le cheval de bataille d'aucun candidat. Certes elle n'était pas absente des déclarations de principe ou d'intention, mais elle faisait figure de clause de style et ne devint en aucun cas un motif d'agitation.

Ce demi-silence était révélateur. Il montrait en fait à quel point le problème de la laïcité pouvait être gênant pour l'unité de la « gauche ». Seuls les syndicats d'enseignants persistaient dans leur opposition et leur recherche d'une solution nationale. Et le 10 décembre dernier de laborieuses tractations aboutissaient à un accord sur un programme précis de retour à la loi laïque par la « nationalisation » de tout l'enseignement. Cet accord clôturait un Colloque auquel participèrent outre la F.E.N. et l'Association Laïque, des représentants du P.C.F., du P.S.U., de la F.G.DS., des centrales ouvrières F.O. et C.G.T. La C.F.D.T. était absente, ce qui suffit à montrer à quel point, ce problème de la laïcité est loin d'être résolu au sein même de « la gauche ».

En fin de compte l'accord du 10 décembre 67 se situait sur le terrain du « programme » et n'avait encore été suivi d'aucune bataille concrète. Satisfaction avait été donnée en paroles aux enseignants et l'on s'orientait vers un nouvel enterrement de l'action laïque.

Ce n'est pas la gauche, mais le gouvernement qui vient d'engager le fer.

Il l'a fait volontairement pour obliger l'opposition à se délimiter sur ce problème. Il est en somme venu la provoquer sur son propre terrain. La manœuvre est évidente : isoler le P.C.F., soumettre la Fédération à une rude épreuve pour son unité encore mal assise et couper enfin toute chance à un éventuel rapprochement avec les Centristes. Issus de l'ancien M.R.P. les Centristes ont en majorité voté la loi Debré en son temps ou du moins l'ont approuvée. Il en est de même de bien des hommes de la Fédération.

Comme avec l'OTAN, comme avec l'Europe, le gouvernement essaie avec la laïcité d'introduire un coin dans le front uni (?) de la gauche, démontrer à l'opinion publique son caractère hétéroclite et partant le peu de confiance que l'on peut accorder à un rapprochement aussi « opportuniste ».

C'est de bonne guerre. Mais la « gauche » en a vu d'autres. Qu'elle accepte ou refuse la bataille parlementaire proposée par Pompidou, elle n'engage pas son prestige. L'Unité, la sacro-sainte unité milite en sa faveur et le P.C.F. nous a habitués depuis bien longtemps à justifier les compromis boiteux et les silences tactiques. Le C.N.A.L. veut organiser un mouvement d'ampleur nationale pour protester contre la nouvelle loi en préparation, ce sera suffisant pour l'opinion publique et aux yeux du P.C.F. plus positif pour les prochaines élections qu'un débat parlementaire vite oublié, vite dépassé.

La laïcité au même titre que les autres points du programme ne sera envisagée que du point de vue de son efficacité électorale. Mais a-t-elle depuis plus de 20 ans connu meilleur sort ?

Michèle TOURNY.

EN FAMILLE

SELON un message adressé par Boumédienne au Ministre Messmer, « c'est avec émotion » que le colonel algérien a appris la mort du Général Ailleret. Et il adresse ses condoléances « aux armées françaises » « au nom de l'armée nationale populaire et en (son) nom personnel » (Le Monde du 16-3-1968).

Exprimer des sentiments attristés à l'occasion de la mort d'un général de l'armée française, ce n'est certainement pas pour ce genre de « geste » que sont morts des milliers de paysans, de travailleurs algériens au cours d'une terrible guerre, pour se débarrasser précisément de cette armée dont Ailleret était un des fleurons.

Et tant de sacrifices n'ont pas été consentis pour qu'au nom des combattants issus des masses algériennes, un colonel parvenu au pouvoir par la force et la dictature s'incline servilement devant la dépouille d'un des plus authentiques défenseurs de la bourgeoisie française et de l'ordre impérialiste.

Mais il est vrai que dans ce rôle, Boumédienne n'a à envier au général défunt que... l'ancienneté et les galons.

RENAULT - BILLANCOURT : USINE OU CAMP DISCIPLINAIRE ?

PENDANT longtemps, l'usine de Billancourt a été, pour le mouvement ouvrier français, un exemple de combativité ouvrière. Quand Renault bougeait, cela se ressentait un peu partout dans les autres usines de la Région Parisienne et entraînait souvent des réactions en chaîne. Ce temps est révolu depuis plusieurs années déjà et cela fait longtemps que l'on n'a pas vu chez Renault (pas plus d'ailleurs que dans les autres grandes entreprises de la région) de mouvements de grève conséquents.

La régie, entreprise nationalisée et soi-disant « sociale », conserve donc toutes les initiatives pour imposer aux ouvriers des contraintes dignes d'un autre âge. En effet plus particulièrement sur les chaînes et dans les ateliers d'O.S., il s'abat actuellement sur les travailleurs toute une série de sanctions pour tout et pour rien.

Aux chaînes de montage des Renault 4 L, dans l'île Seguin, les exemples foisonnent.

Un ouvrier arrivé en retard s'est vu tout simplement renvoyé chez lui, sans autre explication. D'autres retards ont été sanctionnés d'avertissements. Un ouvrier qui ne portait pas ses chaussures de sécurité, un autre qui voulait changer sa veste de bleu maculée, un autre encore parce qu'il lisait le journal pendant les heures de travail, deux caristes parce qu'ils se sont servis de leur car pour aller déjeûner, etc... se sont vu infliger soit des avertissements, soit des jours de mise à pied. D'autres exemples viennent du Département 37 et de Flins. Un travailleur qui avait égaré deux balais s'est vu sanctionné, tandis qu'à Flins 70 avertissements ont été distribués, les « fautifs » ayant osé quitter leur travail quelques minutes avant l'heure.

On pourrait se croire revenu au temps du père Renault, où tout était bon pour briser les velléités des ouvriers. La direction semble trouver, partout où elle entend resserrer la discipline, des chefs et agents de maîtrise disposés à jouer les garde - chiourme. Peut-être est-ce dans le but de former des cadres pour un monde futur où les usines seraient transformées en camps disciplinaires ou pire encore.

Nous sommes ni des prisonniers, ni les écoliers, nous venons à l'usine pour y gagner un salaire et non pour y recevoir des vexations.

Contre ces méthodes inqualifiables nous pouvons, nous devons réagir. Il faut apprendre à ces messieurs qu'ils doivent nous considérer comme des hommes. Nous devons réapprendre à réagir collectivement devant chacune des brimades individuelles. Chaque agent de maîtrise doit savoir que lorsqu'il touche à un seul d'entre nous, il a à faire face à l'action décidée de de tous.

A tous ces gens qui parlent tant de liberté du travail, nous devons imposer notre liberté dans le travail. Et s'ils s'obstinent, nous devons leur rendre la vie dix fois plus dure que celle qu'ils voudraient nous imposer.

Y. CORDEE.

Concentration dans la décentralisation... et la peinture.

TROIS fabricants de peintures, les établissements Gauthier à Valdoie dans le Territoire de Belfort, Novémail à Bonneuil dans la région parisienne, et les établissements Duroux à Pantin, veulent créer une usine commune où les produits de ces trois marques seront fabriqués.

Les trois associés conserveront chacun leur marque, leur réseau commercial, leur personnalité juridique, mais ils vont associer leurs moyens de production. Bien entendu, le plus important des trois impose plus ou moins ses normes, c'est donc à quelques kilomètres de l'actuelle usine des établissements Gauthier que se construira la nouvelle usine.

Un tel regroupement de forces productives permettra la modernisation des techniques de fabrication, de stockage, de vente même ; c'est un progrès appréciable de remplacer un manœuvre, sa brouette et ses fûts par une pompe et des tuyaux ! C'est une économie de peine, de temps, d'argent, de regrouper les comptes sur des cartes perforées au lieu de les manuscrire puis de les classer dans des dossiers encombrants.

Tout va donc pour le mieux, mais... mais comme chacun sait ou l'apprend à ses dépens, le progrès technique n'est pas destiné à améliorer la vie des producteurs de richesses ; dans notre monde de fous, son rôle essentiel consiste à secréter des profits, au détriment des producteurs le cas échéant : les Ets Gauthier possèdent un ordinateur capable de tenir les comptes-clients, les comptes-fournisseurs, les facturations, les fiches de stocks, les approvisionnements, etc... cette belle machine est loin d'être saturée avec la seule tenue des comptes des Ets Gauthier, elle peut aisément absorber la comptabilité des deux autres associés. Une quinzaine d'employés administratifs des Ets Novémail à Bonneuil viennent donc de se voir proposer le marché suivant :

— Vous allez à Belfort,
— ou nous vous versons votre indemnité de licenciement.

L'employée aux écritures, l'aide-comptable, le ou la comptable de 45 ans qui a famille et logement dans la banlieue parisienne va-t-il faire son baluchon et partir dans une région où sévit l'abattement de zone ? Quinze employés de Bonneuil vont bientôt courir les bureaux d'embauche et s'inscrire au chômage.

En attendant la construction des bâtiments neufs près de Belfort, les ouvriers de Pantin et de Bonneuil restent en place — jusqu'à ce qu'ils reçoivent le même avis que leurs copains des bureaux.

Les trois patrons auront fait légalement leur devoir : ils grèvent leurs budgets des indemnités de licenciement, ils créent des emplois dans une région peu favorisée — où ils emploieront, il est vrai, des salariés moins payés qu'à Bonneuil ou à Pantin, mais ce n'est là qu'un heureux hasard... — parions qu'ils recevront les félicitations des élus municipaux et départementaux où ils implantent leur nouvelle unité de fabrication.

Une fois de plus, la preuve est faite : dans les meilleurs des cas le capitalisme engendre l'insécurité, sinon la misère (dans les pires, il déguise les producteurs en militaires assassins ou assassinés. Nos camarades de Pantin et de Bonneuil se seraient volontiers passés de cette démonstration !...

J. RAMON.

UN MIRACLE A SUD - AVIATION COURBEVOIE

DANS un tract commun C.G.T.-C.F.D.T. de février intitulé « Accord Société ou Aumône de Papon » les organisations syndicales rappelaient que selon Papon la réunion du 2 février « avait pour objet de procéder à un examen général de la situation et des solutions susceptibles d'être apportées sur certains points ».

Le tract poursuivait : « Quelles sont les solutions apportées par Papon... (souligné par les syndicats) :

1. *Arrêt de l'embauche du personnel de production jusqu'à fin 1969.*
2. *Réduction des sous-traitances - rapatriement de celles en cours.*
3. *Renvoi des personnels loués.*
4. *Etudes des départs en retraite anticipés en accord avec le fond national de l'emploi. »*

C'était le 2 février. A l'époque, les syndicats ne manquèrent pas de souligner que « à partir d'une telle position il ne fut pas possible sur les grands problèmes d'avancer d'un iota ».

Un mois après, que sont devenues ces solutions apportées par Papon ?

Dans un tract annonçant la suppression du bureau d'études de la Courneuve et distribué à Courbevoie, signé par un comité de soutien composé de l'Abbé Dumoutier, curé de Saint-Lucien, et Waldeck Rochet, député de la circonscription, les solutions de Papon devenaient, comme par miracle, (sans doute par l'intervention des abbés) les solutions des syndicats, nous citons :

« Pour que ces solutions aboutissent :
« déjà, les premières réactions « des organisations syndicales et « des travailleurs de la société, y « compris ceux de la Courneuve, ont permis d'obtenir des « résultats positifs partiels :
« — Etude des mises en retraites anticipées,
« — Réduction des sous-traitances et retour de celles en « cours,
« — Suppression de l'utilisation du personnel loué. »

Ainsi, en calquant leur programme revendicatif sur celui de Papon, les organisations syndicales de Sud-Aviation, bénies par Waldeck Rochet, le curé de Saint-Yves et autres, sont absolument sûres d'aller de victoire en victoire.

A ROUEN, LA POLICE ET L'ADMINISTRATION POLITISENT LES LYCÉENS A LEUR FAÇON...

LE mercredi 13 mars, quelques militants du Comité Vietnam National distribuaient un tract devant le lycée Corneille à la sortie de midi. Ce tract appellait à participer à une manifestation de soutien aux combattants vietnamiens pour le samedi suivant. Plusieurs flics puis un car de police arrivèrent sur les lieux. Après une bousculade, ils emmenèrent au poste un passant solidaire des diffuseurs.

Les camarades du C.V.N. décidèrent de ne pas en rester là. Entre midi et 14 h, un nouveau tract fut tiré, des militants d'extrême-gauche, notamment de la J.C.R. et de « Voix Ouvrière », furent alertés.

A 13 h 45, une centaine de personnes se trouvaient devant le lycée. La police était déjà au rendez-vous, ne sous-estimant pas, en fin de compte, la détermination des lycéens et des étudiants à défendre leur liberté d'expression. Tout le monde clama son indignation : « La police hors des lycées » !, « démocratie » ! Sans autre forme de procès, une dizaine de flics se jetèrent sur l'assistance, matraque au poing. Mais un cordon d'une trentaine de militants et de lycéens ne leur permit pas d'empêcher la diffusion des tracts. Les flics se décidèrent alors à frapper plus durement, aussi bien de jeunes lycéens que des étudiantes manifestant leur solidarité. Cependant, la diffusion étant terminée, chacun put désormais se retirer.

L'administration voudrait faire des étudiants une masse de « potaches » soumis, indifférents aux problèmes de notre époque. Et quand les cadres scolaires et administratifs n'y suffisent pas, l'Etat bourgeois emploie un langage très politique à leur égard... celui des matraques.

...ET LES STALINIENS TENTENT DE LES EMPÊCHER DE S'EXPRIMER

Sensibilisés par les brutalités policières de la veille devant le lycée Corneille, les lycéens et aussi les étudiants se rassemblèrent à 500 ou 600, place de la Cathédrale, le 14 mars, dans le cadre des manifestations prévues dans toute la France, pour protester contre le Plan Fouchet et contre les efforts de l'administration pour les abrutir et les encaserner. Un membre du bureau de l'AGER-UNEF a rappelé les revendications essentielles du syndicat, et un représentant de l'Association des Etudiants Résidant en Cité a revendiqué la liberté de circulation, d'expression politique et culturelle.

Des représentants de la F.E.N., de la C.G.T., de la C.F.D.T. et du syndicat des chercheurs sont venus apporter le soutien de leurs organisations à l'action entreprise.

Ensuite, un représentant des lycées est intervenu, à la demande d'une grande partie des manifestants, malgré l'opposition du bureau de l'AGER-UNEF (actuellement tenu par l'U.E.C.) et de certains professeurs bien connus pour leur affiliation au P.C.F. Non sans quelques heurts entre les lycéens, soutenus par la J.C.R., et quelques éléments stalinisants (qui craignaient qu'il ne jette le trouble dans ce meeting devant se tenir « dans le calme et la dignité »), le représentant lycéen a protesté contre les règlements en vigueur et contre l'intervention de la police devant les lycées.

Puis une motion a été votée, et un cortège s'est formé pour aller la porter à la préfecture. Les slogans les plus repris étaient : « A bas l'administration policière », « la police hors des lycées », « liberté syndicale », « non à la sélection ». Une fois à la préfecture, une délégation est allée porter la motion, et ordre fut donné de se disperser.

De nombreux lycéens qui jusqu'alors n'avaient pas participé à des manifestations, étaient venus, bien décidés à protester contre la répression policière. Il est regrettable que l'actuel bureau de l'AGER-UNEF (U.E.C.) ait tout fait pour essayer de les évincer et pour faire de cette manifestation une promenade dont le P.C.F. est particulièrement friand.

Brutale prise de conscience pour les lycéens rouennais de ce qu'est la « démocratie » vue par le P.C.F., certes, mais aussi prise de conscience que la vie n'est pas faite que de devoirs à rendre, de conseils de discipline, de notes, mais aussi de luttes à mener pour avoir le droit d'exprimer ses idées. Et c'est cela le plus important.

B.R.

LISTE DES ENTREPRISES OU PARAIT UNE « VOIX OUVRIERE »

Nous ne pouvons faire paraître des informations de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

AUTOMOBILE :
BERLIET — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON — Asnières.
CHAUSSON — Gennevilliers.
CITROEN — Usines Levallois et Quai de Javel.
PANHARD — Paris-13e.
PEUGEOT — (Indénor) Dijon.
PEUGEOT — Colomban.
PEUGEOT — Sochaux.
RENAULT — Billancourt - 4 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine :
R.N.U.R. — Général.
R.N.U.R. — Bâtiment C.
R.N.U.R. — Bureaux
R.N.U.R. — Département 37.
RENAULT — Flins.

METALLURGIE :
Aciéries et Forges de la Loire (C.A.F.L.). — Saint-Chamond.
BABCOCK-WILCOX — La Courneuve.
BENDIX — Drancy.
BRONZAVIA — Courbevoie.
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — St-Nazaire.
CRANE — Lille.
MAVILOR — Saint-Chamond.
OLIER — Clermont-Ferrand.
LA POLYMECANIQUE — Pantin.
S.E.V.-MARCHAL — Issy-les-Moulineaux.

AERONAUTIQUE :
HISPANO-SUIZA — Bois-Colombes.
S.N.E.C.M.A. Kellermann — Paris-13e.
S.N.E.C.M.A. — Gennevilliers.
SUD-AVIATION — Courbevoie.

ELECTRONIQUE-ELECTROTECHNIQUE
ALSTHOM — Saint-Ouen.
BOURGOGNE-ELECTRONIQUE — Dijon.
CABLES DE LYON — Lyon.
C.I.T. — PARIS-XVe.
C.S.F. — Issy-les-Moulineaux.
C.S.F. — Levallois.
Cie des COMPTEURS DE MONTROUGE — Montrouge.
F.R.L.E. — Longvic-les-Dijon.
NEYRPIC — Grenoble.
THOMSON. — Gennevilliers.

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
KODAK — Vincennes.
MICHELIN — Bourges.
MICHELIN — Clermont-Ferrand.
L'OREAL — Aulnay-sous-Bois.
PROGIL — Grenoble.
RHODIACETA — Lyon-Vaise.
RHONE-POULENC — Vitry.
ROUSSEL-UCLAF — Romainville.

SERVICES ET DIVERS
AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord.
AIR-FRANCE — Blanqui — Paris-XIIIe.
ASSISTANCE PUBLIQUE (Hôpital Necker-Enfants Malades) - Paris-XVe.
ASSURANCES GENERALES — Siège - Paris.
ASSURANCES GENERALES — Drouot - Paris.
BANQUE NATIONALE DE PARIS — Paris.
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES — Rue Viala, Paris-XVe.
CHEMINOTS — Gare de Lyon.
Gare du Nord.
La Plaine-Landy.
Le Bourget-Bobigny.
CREDIT LYONNAIS — Siège central Paris.
CREDIT LYONNAIS — Levallois.
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (Hôpital Charles Nicolle) — Rouen.
IMPRIMERIE DESFOSSES — Issy-les-Moulineaux.
MINES — Bassin du Douaisis - Mine d'Aniche.
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE - Paris.
QUAIS ET DOCKS — Marseille.
URBAINE ET LA SEINE — Paris.

LES HALLES : Elles ne seront plus le ventre de Paris mais la voracité n'a pas fini d'y régner

- "MONUMENTAL » !

— « Non, habitable » !

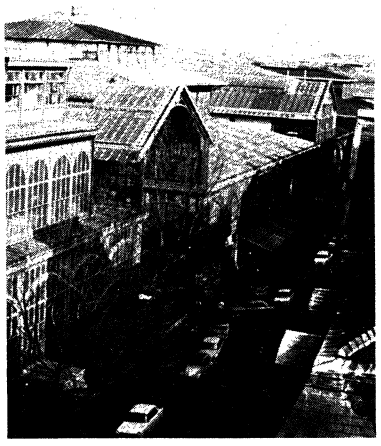
— « Le monumental peut très bien être habitable ».

— « Oui, mais il détériore le passé... »

— « Les Halles, ce n'est pas un passé, c'est un égout ».

Voilà le dialogue que l'on peut entendre à propos du quartier des Halles. Les six projets exposés à l'Hôtel de Ville sont l'objet de nombreuses controverses ; certains, parce qu'ils les trouvent prématurés et sans lien avec un plan d'ensemble, avec une « stratégie » du schéma directeur de Paris ; d'autres, parce qu'on ne les a pas décidés démocratiquement, c'est-à-dire, en faisant appel aux partis et aux élus ; d'autres, encore parce qu'on n'a pas ouvert un concours permettant à tous les architectes du monde de proposer leurs projets.

Tout cela est exact mais ne provient pas de l'autoritarisme gaulliste, du préfet Doublet, comme une partie de la gauche, tel le « Nouvel-Observateur », a l'air de le croire.



Aujourd'hui... (Photo V.O.)

En réalité, le préfet, comme l'ensemble du Conseil de Paris, n'est qu'un pion sur le champ de manœuvre ouvert à la spéculation qu'est le sol de Paris. Depuis Haussmann, on n'avait pas vu cela : des mètres carrés et des mètres carrés de terrain au cœur d'une ville comme Paris ! Des hectares de terrain à bâtir accessibles aux requins de tous bords et de tous niveaux. Spéculation foncière, bénéfices, profits, surprofits de toutes sortes... comment ne pas se précipiter sur un tel pactole.

A côté de cela, les discussions « démocratiques » ont un petit côté dérisoire. A moins d'un pouvoir qui ne soit pas celui des capitalistes, c'est-à-dire, à moins d'un pouvoir des travailleurs, il est inconcevable d'espérer voir les puissances financières construire et aménager Paris en fonction des besoins de ses habitants. C'est pourquoi, tous les projets présentés accordent une place si importante aux quartiers administratifs, aux centres d'affaires, aux bureaux : 10 % de la surface au plancher sont déjà prévus pour le seul Ministère des Finances, et les constructions essentielles seront le Centre Capgras, du nom de son instigateur, centre international du commerce avec, à une extrémité, la Bourse du Commerce, déjà existante, et, à l'autre, un hôtel et des salles pour accueillir les congrès des marchands de tous calibres...

On voit qu'il n'est nul besoin de se poser des questions sur l'avenir de Paris.

Il est hélas décidé dès maintenant.

Le dernier vote du Conseil de Paris ne ferait que le confirmer si besoin était : ne pouvant encore choisir les différents projets pour les Halles, il a accepté le « schéma directeur ». Il s'agit dans le jargon spécialisé d'un plan d'ensemble, d'une sorte de stratégie, en ce qui concerne les zones parisiennes qui devront être aménagées.

Adopter ce schéma revient à dire aux financiers d'une façon officielle : voilà, si vous ne le saviez déjà, les zones qui vont coûter très cher d'ici peu. Dépêchez-vous de spéculer. Après, il sera trop tard...

Pour aider les quelques possesseurs qui resteraient inquiets, le Conseil a poussé la gentillesse et la délicatesse jusqu'à ne pas adopter ce qu'on appelle le plan d'occupation des sols. Il s'agit des orientations à donner à la construction dans ces zones. Théoriquement, il est possible de construire des logements pour les travailleurs plutôt que des bureaux. En ne se « décidant » pas il devient clair pour tout le monde et, surtout pour les intéressés, que ce seront les constructions rentables, c'est-à-dire les bureaux, qui seront prioritaires. Pendant ce temps, les travailleurs ne pouvant payer leur logement, on est bien obligé de les loger le plus loin possible, là où le terrain est moins cher !...

Et puis, les H.L.M. dans Paris, vous n'y pensez pas !

Si encore c'était une restauration du Vieux Paris historique ! Là, à la rigueur on pourait y accepter, à la place des locaux administratifs quelques individus, à condition, bien sûr, qu'ils soient assez fortunés pour s'offrir ce luxe.

Des bureaux, ou des logements pour les bourgeois, de toute façon, il n'est pas d'autres solutions envisageables. Dans quelques années, la région parisienne ne sera plus qu'une vaste ceinture de bidonvilles et « grands ensembles » tristes et laids dans lesquels dormiront les travailleurs, employés et ouvriers, avant de venir, après un long et inconfortable voyage, travailler dans Paris, capitale des affaires et du commerce. Paris sera alors, surtout autour des gares St Lazare, gares de l'Est et du Nord (comme cela, les travailleurs seront directement sur place) uniquement composé de grands buildings à bureaux, comme la gare Montparnasse et le rond-point de la Défense le préfigurent si bien.

A titre indicatif, dans ces locaux qui sont déjà utilisés, les prix atteints à la location dépassent du double ceux de tous les autres locaux commerciaux de Paris.

Dans tout cela, les techniciens et architectes ne sont pas en cause. Ils n'ont qu'une seule alternative : soit construire du mètre carré rentable, soit restaurer du mètre carré tout aussi rentable.

Avec de tels impératifs, tout leur talent, toute leur imagination ne peuvent donner de brillants résultats. En imposant aux artistes, aux travailleurs, à toute la société ses canons du profit, en lieu et place des besoins, des désirs, des possibilités artistiques, humaines et techniques que la société recèle et pourrait encore plus receler si elle était libre, la bourgeoisie montre son incapacité de gérer la société humaine.

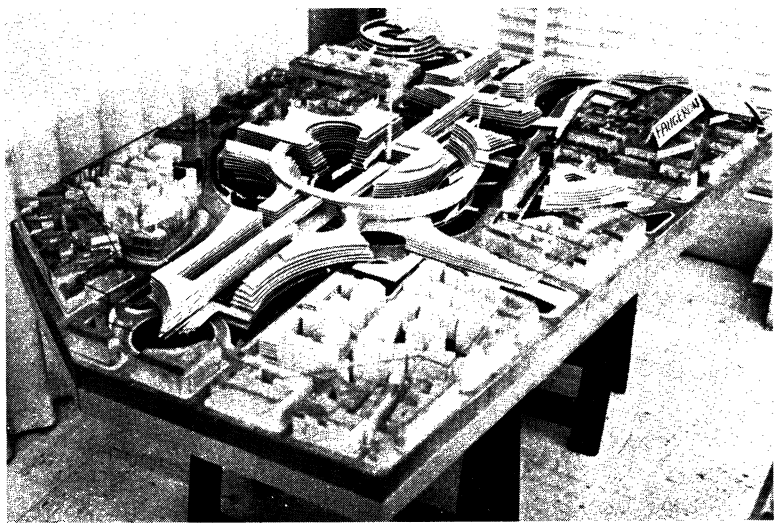
Dans l'organisation de la cité, comme dans celui de la production, elle est dépendante de son unique critère : le prix, le profit.

Sans une société socialiste, libérée des contraintes de la rentabilité, sans le pouvoir des ouvriers il ne sera pas possible d'avoir autre chose que des villes concentrationnaires, inadaptées, insalubres, énervantes, fatiguantes et ennuyeuses.

Les techniques dans le domaine de la construction, comme dans les autres (espace, électronique, sciences de la vie...) sont à notre époque fantastiques.

Dans les mains d'une humanité qui saurait s'en servir pour ses besoins, nul ne peut imaginer de nos jours les extraordinaires résultats qu'on pourrait en obtenir. Y. JAN.

Entre temps



...demain peut-être

« L'intéressement », une mystification et un échec

L'ORDONNANCE n° 67-623 du 17 août 1967 a défini les droits des travailleurs aux fruits de l'expansion des entreprises. Le décret n° 67-1112 du 19-12-1967 en a fixé les conditions d'application. Si les ordonnances restreignant les droits des travailleurs en matière de Sécurité Sociale sont déjà depuis longtemps entrées en application, on n'a pas encore vu entrer en vigueur le droit des travailleurs aux fruits de l'expansion.

L'ordonnance sur l'intéressement a surtout pour but de permettre aux patrons de verser une faible partie de leurs profits aux travailleurs. Mais les patrons gardent la jouissance de ces capitaux appartenant en droit aux salariés au moins pendant cinq ans et dans certains cas pendant huit ans. Ils en conservent la jouissance à condition de les investir, ce qui leur donne l'avantage de les utiliser au développement de leur entreprise en bénéficiant d'exonérations fiscales auxquelles ils ne pourraient prétendre, s'ils étaient déclarés comme bénéfices dans leur bilan.

Jusqu'à maintenant un seul accord a été conclu concernant l'intéressement des travailleurs aux établissements Viniprix entre la direction et les membres C.G.T. du comité d'entreprise.

L'accord prévoit l'affectation de sommes (on ne dit pas combien) à une réserve spéciale. La créance des salariés, exonérés d'impôts sur le revenu sera bloquée pendant cinq ans, mais rien n'est encore prévu quant à la forme d'intéressement choisie. Les établissements Viniprix distribuaient à leur personnel, depuis 1959, 10 % de leurs bénéfices avoués. On ne nous dit pas si les fonds bloqués sous forme d'intéressement remplaceront la répartition des bénéfices, auquel cas les travailleurs y auraient tout juste gagné de voir le paiement de leur prime différé de cinq ans. Et encore que seront devenues leurs actions dans cinq ans ?

Vraiment le droit des travailleurs au profit apparait comme la plus belle mystification.

Mais celà ne peut nous étonner.

Le profit c'est le résultat de l'exploitation du Travail par le Capital. Si le Capital cessait d'exploiter le Travail, s'il renonçait au profit, ce ne serait plus le Capital.

Les travailleurs ne peuvent se laisser abuser par des mystifications aussi grossières.

Leur revendication ce n'est pas une participation aux fruits de l'expansion, à une part minime du profit, c'est le droit au fruit de leur travail par la suppression du profit capitaliste. Et ce n'est pas une réforme gaulliste qui le leur apportera.

P. CARAL.

COMPTEZ-VOUS — COMPTEZ-VOUS BIEN

ON recense la population française. De belles feuilles imprimées dans de grandes enveloppes sont distribuées à chaque citoyen. Chacun est appelé à remplir soigneusement son formulaire pour que l'Administration puisse mettre de façon précise ses statistiques à jour.

A défaut d'en pleurer on peut toujours en rire. Dans une société aussi policée que la nôtre, l'Etat a besoin pour connaître le nombre de ses citoyens d'envoyer des agents à domicile compter un par un ceux qui vivent sur un territoire dénommé France aux frontières bien délimitées et bien gardées.

Chaque naissance, chaque décès est enregistré à la Mairie. Ayez besoin d'une carte d'identité ou d'un passeport et on vous demandera un extrait de naissance pour bien prouver que vous êtes né là où vous dites. Aux frontières on contrôle les entrées et les sorties. Cela ne devrait-il pas suffire à déterminer le chiffre de la population ? Mais il y a bien plus. On nous connait par la Sécurité Sociale. On nous connait par les listes électorales. On nous connait par les employeurs. Dès que nous avons affaire à l'Administration on nous demande nos noms, prénoms, âge, date et lieu de naissance. Pour se faire rembourser une visite du médecin il faut décliner son identité, on ne peut laisser sa voiture dans un endroit non réglementaire, on ne peut coucher une nuit à l'hôtel sans redécliner son identité complète. Les jeunes gens sont recensés et on ne connait guère de cas où certains soient oubliés lorsqu'il s'agit de les convoquer pour le service militaire. Le percepteur aussi connait bien notre adresse. Et le simple concessionnaire d'une marque d'automobiles ou de réfrigérateurs sait à quelle date nous avons acheté notre dernier appareil. Tant les fichiers administratifs et privés sont bien tenus.

Et puis pour comptabiliser tout cela il y a des ordinateurs électroniques.

Et bien pour nous compter en 1968, il faut des gens qui peuvent se présenter à notre domicile et nous infligent une fois de plus un pensum analogue à une déclaration d'impôts. Dire que lorsqu'il s'agit d'elire ceux qui ont la charge de cette administration on connaît les résultats à peine quelques heures après la fin du scrutin.

Et ils sont certainement beaucoup plus précis que ceux du recensement !

P.C.

VOIX OUVRIERE
Rédaction - Administration :
29, rue de Chateau-Landon, Paris-10e.
Parution hebdomadaire :
En vente le mercredi.
Prix : 1 F.
Abonnement :
6 mois : 15 F.
1 an 25 F
Abonnement de soutien :
6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F
Tous les envois de fonds doivent être effectués au nom de
Maurice SCHROEDT
C.C.P. PARIS 9424-78
Imprimerie - Composition
Duhen, rue Philippe-de-Girard Paris-18e
Resp. pub. M. Schroedt
Impr. « Rotoffset », 77-Meaux
Distribué par les N.M.P.P.